

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES  
ET DE SERVICES**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE DENRÉES ALIMENTAIRES POUR UN  
RESTAURANT ADMINISTRATIF**

**ÉCOLE NATIONALE DE POLICE  
DE REIMS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
N° 2025SGAMI57015**

*Accord-Cadre à Bons de Commande*

*Procédure Formalisée  
Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert*

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Désignation de la prestation.....	4
1.2 - Forme du marché.....	4
1.3 - Décomposition en lots et en tranches.....	4
1.3.1 - Décomposition en lots :.....	4
1.3.2 - Décomposition en tranches :.....	5
1.4 - Variantes et prestations supplémentaires ou modificatives.....	5
1.4.1 - Variantes .....	5
1.4.2 - Prestations supplémentaires ou modificatives.....	5
1.5 - Nomenclature communautaire (code CPV).....	5
<b>ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR – INTERVENANTS.....</b>	<b>5</b>
2.1 - Pouvoir adjudicateur.....	5
2.2 - Suivi des prestations.....	5
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>6</b>
3.1 - Validité et durée du marché.....	6
3.2 - Délais d'exécution du marché.....	6
<b>ARTICLE 4 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....</b>	<b>6</b>
4.1 - Titulaire.....	6
4.2 - Titulaire étranger.....	7
4.3 - Sous-traitance.....	7
4.3.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre.....	7
4.3.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre.....	8
4.4 - Groupement.....	8
4.5 - Décompte des délais.....	8
4.6 - Forme des notifications et communications.....	8
4.7 - Droit - Langue.....	9
4.8 - Traitement de données à caractère personnel.....	9
<b>ARTICLE 5 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....</b>	<b>9</b>
5.1 - Pièces obligatoires à fournir.....	9
5.2 - Assurances.....	9
<b>ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>10</b>
7.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	10
7.2 - Régularité de la situation des personnels employés.....	10
7.3 - Comportement du personnel.....	10
7.4 - Obligations de discrétion.....	10
7.5 - Accès au site de livraison.....	11
<b>ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>11</b>
9.1 - Contenu des prix.....	11
9.2 - Forme des prix.....	11
9.3 - Révision des prix.....	12
9.4 - Clause de sauvegarde.....	12
9.5 - Taux de TVA.....	12
9.6 - Modalités de règlement du marché.....	13
9.6.1 - Facturation.....	13
Modalités de transmission des factures par voie dématérialisée.....	13

Mentions obligatoires : .....	13
9.6.2 - Règlement.....	14
9.7 - Cession ou nantissement.....	14
9.8 - Cautionnement ou retenue de garantie.....	14
<b>ARTICLE 10 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>14</b>
10.1 - Pénalités pour retard.....	14
10.2 - Pénalités pour non-fournitures de produits BIO.....	15
<b>ARTICLE 11 - RÉSILIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 - MÉDIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 - RECOURS.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES.....</b>	<b>15</b>

## ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 - Désignation de la prestation

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de denrées alimentaires pour le restaurant Administratif de l'École Nationale de Police de REIMS (51).

Le détail des prestations à réaliser ainsi que les dispositions techniques figurent dans le cahier des clauses techniques particulières de la consultation.

L'accord-cadre est à obligation de résultats.

### 1.2 - Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert, en application des articles R. 2124-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la Commande Publique.

Chaque lot est mono-attributaire.

L'exécution des prestations sera ordonnée par bon de commandes, au fur et à mesure des besoins. A titre indicatif, le nombre de repas servis en 2023 et 2024 est précisé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché – Article 1<sup>er</sup>.

Le marché est conclu sans minimum avec le maximum de 180 000 € H.T./ an (détail de la répartition du montant par lot dans tableau ci-dessous), soit 720 000 € H.T. sur la durée totale du marché si reconduction.

### 1.3 - Décomposition en lots et en tranches

#### 1.3.1 - Décomposition en lots :

Le marché est décomposé en 9 lots comme suit :

N° du Lot	Intitulé du lot	Montant de commande annuel maximum H.T. par lot	Indice RNM (Réseau des Nouvelles des Marchés) ou Indice INSEE pour Révision des Prix
Lot n° 01	ÉPICERIE SUCRÉE	12 000 €	INSEE
Lot n° 02	ÉPICERIE SALÉE : Épices, Condiments, Féculents, conserves	14 000 €	INSEE
Lot n° 03	FRUITS ET LÉGUMES SURGELÉS	14 000 €	RNM
Lot n° 04	PRODUITS LAITIERS ET ŒUFS	30 000 €	RNM
Lot n° 05	VIANDES ET POISSONS SURGELÉS	55 000 €	RNM
Lot n° 06	PLATS CUISINES, SALADES COMPOSÉES, CHARCUTERIES	15 000 €	INSEE
Lot n° 07	BOULANGERIE	14 000 €	INSEE
Lot n° 08	PÂTISSERIES ET DESSERTS SURGELÉS	12 000 €	RNM

Lot n° 09	FRUITS, LÉGUMES FRAIS ET AROMATES	14 000 €	RNM
-----------	-----------------------------------	----------	-----

### 1.3.2 - Décomposition en tranches :

Le marché n'est pas découpé en tranches.

## 1.4 - Variantes et prestations supplémentaires ou modificatives

### 1.4.1 - Variantes

Les variantes sont autorisées. Les exigences minimales requises sont celles décrites dans le CCTP.

Les conditions de dépôt des offres avec variantes sont précisées au Règlement de Consultation (RC)

Les candidats qui présenteront des offres proposant une variante sont également tenus de présenter une offre conforme à la solution de base figurant au Bordereau de Prix.

La proposition de variante sera présentée distinctement dans un bordereau des prix unitaires sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variantes.

### 1.4.2 - Prestations supplémentaires ou modificatives

Selon les modalités définies à l'article 23 du CCAG FCS 2021, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

## 1.5 - Nomenclature communautaire (code CPV)

1580000-6	Produits alimentaires divers
-----------	------------------------------

## ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR – INTERVENANTS

### 2.1 - Pouvoir adjudicateur

Préfecture de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI)  
Espace Riberpray - Rue Belle Isle - BP 51064  
57036 METZ CEDEX 01

### 2.2 - Suivi des prestations

École Nationale de Police de Reims

Affaire suivie par : Sébastien KOENIG  
Tél. : 03 26 79 38 42  
Mail : [sebastien.koenig@interieur.gouv.fr](mailto:sebastien.koenig@interieur.gouv.fr)

## ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### 3.1 - Validité et durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification.

Il est reconductible annuellement par tacite reconduction dans la limite de quatre (4) ans.

Cette durée s'entend comme la période pendant laquelle peuvent être notifiés des bons de commande. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder 3 mois suivant le terme du contrat.

Toutefois, en cas de non reconduction, le titulaire en sera informé avec un préavis de 4 mois.

La non reconduction du marché ne donne lieu à aucun versement d'une indemnité de résiliation.

En cas de fermeture définitive de la structure, par décision ministérielle, dans le cadre des réorganisations des services de l'État, le marché deviendra caduc.

### 3.2 - Délais d'exécution du marché

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

## ARTICLE 4 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

### 4.1 - Titulaire

Le titulaire est le fournisseur, ou le prestataire de services, qui conclut le marché avec le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire peut désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour son exécution.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au bureau de la commande publique dont les coordonnées figurent sur la page de garde du présent document, les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;

- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution du marché.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant le marché, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire, dans le cadre d'exécution du marché.

## **4.2 - Titulaire étranger**

Outre les dispositions précisées au paragraphe 4.1 du présent document, le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

## **4.3 - Sous-traitance**

**Le titulaire ne peut sous-traiter que les prestations de services liées à ce marché**, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang a droit au paiement direct.

### **4.3.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au représentant du pouvoir adjudicateur :

- une déclaration (DC4) mentionnant :
  - la nature des prestations sous-traitées ;
  - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
  - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
  - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
  - les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
  - la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- un extrait Kbis du sous-traitant ;
- le cas échéant, copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du sous-traitant ;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### **4.3.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre**

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au paragraphe 4.3.1 du présent document.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est rappelé que le sous-traitant ne peut être autorisé à entrer sur site tant que le DC4 n'est pas signé par l'ensemble des parties.

#### **4.4 - Groupement**

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement. Dans ce cas, la solidarité est exigée :

- soit du groupement ;
- soit de son mandataire et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Néanmoins, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat libre et de membre d'un ou plusieurs groupements.

La composition du groupement devra être présentée lors de la remise de l'offre.

#### **4.5 - Décompte des délais**

Tout délai imparti dans le marché au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire, commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

#### **4.6 - Forme des notifications et communications**

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié au titulaire :

- soit à son adresse indiquée dans le contrat par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ;
- soit directement à lui-même ou à son représentant qualifié. Dans ce cas, la notification est constatée par un reçu ou un émargement donné par l'intéressé ;
- soit par voie dématérialisée :
  - via la Plate Forme des Achats de l'État (PLACE)
  - via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.



L'avis de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

#### **4.7 - Droit - Langue**

Le présent marché est régi par les lois et règlements français exclusivement.

Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à ses fournisseurs étrangers.

Il est à préciser que tout document ou correspondance relatif au marché devra impérativement être rédigé en langue française.

#### **4.8 - Traitement de données à caractère personnel**

Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données» RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire est autorisé à traiter, collecter et conserver pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour la présente consultation.

### **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE**

#### **5.1 - Pièces obligatoires à fournir**

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces prévues à l'article D. 8222-5, ou le cas échéant les pièces prévues aux articles D. 8222-7 à D. 8222-8 du code du travail.

Lorsque le titulaire contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts.

#### **5.2 - Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Si un groupement d'entreprises contracte le marché, chaque contractant doit souscrire sa propre assurance.

Le titulaire devra fournir les attestations d'assurances contractés, établissant l'étendue de la responsabilité garantie, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et, avant tout début d'exécution de celui-ci.

## ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe 1 [Bordereau de Prix Unitaires]
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et Services (CCAG/FCS 2021) ;
- les éventuelles déclarations de sous-traitance remises au moment de l'offre ;
- l'offre technique et financière remise au moment de l'offre ;
- les actes modificatifs et les actes relatifs à la prestation d'un sous-traitant, postérieurs à la notification du marché.
- Les documents contractuels constituant le présent accord-cadre prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans des documents envoyés par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, ne pourra s'intégrer dans les clauses

## ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXÉCUTION

### **7.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur.

### **7.2 - Régularité de la situation des personnels employés**

Le titulaire du marché s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard notamment des articles L. 1221-10 à L. 1221-12 du code du travail. Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

### **7.3 - Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiquées par l'autorité responsable des lieux.

### **7.4 - Obligations de discrétion**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

## **7.5 - Accès au site de livraison**

Les agents affectés à l'exécution du présent marché doivent se présenter au poste de sécurité. Ils doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie, qu'ils remettent sur demande au personnel de garde. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte de l'unité. Ils devront se conformer strictement aux consignes édictées relatives à leurs déplacements dans l'enceinte.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG/FCS 2021, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants.

## **ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

### **LOI EGALIM :**

**Tous les lots sont concernés par l'application de la loi dite « EGALIM » qui prévoit, depuis le 01 janvier 2022, que les restaurants collectifs devront proposer au moins 50 % de produits de qualité et durable, dont au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique.**

Les détails d'application pour chacun des lots concernés figurent à l'article 5 du CCTP.

## **ARTICLE 9 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **9.1 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ; ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres.

### **9.2 - Forme des prix**

Le marché est traité à prix unitaire et révisable dans les conditions stipulées à l'article 9.3 du présent CCAP.

Les prix doivent être établis à l'unité réglementaire hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales.

Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement fournies et acceptées.

Les prix des produits proposés sont réputés comprendre tous les frais annexes tels que : frais administratifs, frais de gestion, frais pour minimum de commande, frais de port et d'emballage, quels que soient les volumes et les fréquences des livraisons.

### 9.3 - Révision des prix

Le marché est conclu à prix définitifs ; ils ne peuvent être modifiés hors clause de variation de prix.

La révision des prix, à la hausse comme à la baisse, est effectuée par le titulaire de l'accord-cadre qui l'adresse pour approbation à l'ENP de Reims, accompagnée de tous les éléments justificatifs de cette révision (extraits indice INSEE, développement de la formule, bordereaux de prix et catalogue révisés sous format excel,...) dans un délai de 15 jours suivant la date d'échéance du trimestre contractuel écoulé. Passé le délai précité, l'acheteur se réserve le droit de procéder lui-même à la révision des prix.

La révision des prix se fera sur la base :

- soit des indices/mercuriales publiés par le réseau des nouvelles des marchés (RNM)
  - [www.rnm.franceagrimer.fr](http://www.rnm.franceagrimer.fr) , rubrique « panier restauration collective » sur la page d'accueil
- soit des indices INSEE de prix à la production ou à l'importation.
  - <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/indicateur/p1639/description>

Selon les dispositions de l'article 10.2.2 du CCAG FCS 2021, les prix seront révisés, **trimestriellement**, selon la formule suivante :

$$Pr = P0 \times In / I0$$

*Pr = prix révisé HT*

*P0 = Prix initial HT en cours d'application (ou prix HT initial de l'offre)*

*In = dernier indice définitif connu au moment du calcul de la révision*

*I0 = dernier indice définitif connu au moment de la précédente révision (ou de l'offre initiale lors de la première révision)*

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En cas de demande de révision de prix supérieur aux indices connus à l'INSEE/RNM, chaque titulaire du marché devra fournir la preuve de l'évolution des prix du marché par la production de factures d'achats de ses fournisseurs ou autres pièces justificatives (cours du marché...).

Les nouveaux prix de règlement ne pourront être appliqués qu'après accord de l'ENP de Reims.

### 9.4 - Clause de sauvegarde

L'administration se réserve la faculté de résilier le marché sans indemnité si la hausse globale annuelle des prix excède 5 % par an.

Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

### 9.5 - Taux de TVA

Le prix du marché peut fluctuer en fonction des éventuelles modifications du taux de T.V.A.. Les prestations initialement indiquées au contrat restent les mêmes (nature, quantité, prix H.T.) indépendamment du taux de TVA applicable lors du paiement de la prestation exécutée ; les caractéristiques essentielles du contrat n'étant pas modifiées.

## **9.6 - Modalités de règlement du marché**

### **9.6.1 - Facturation**

Conformément aux articles L.2192-1 à 7 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés conclus avec l'État ont l'obligation de transmettre leurs factures sous format électronique.

#### **Modalités de transmission des factures par voie dématérialisée**

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 09 décembre 2016 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur\* » par EDI (\*le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données géré par l'AIFE pour l'État) :
  - en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;
  - en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au concentrateur ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :  
[https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_index)
  - en y déposant ses factures ;
  - en saisissant en ligne ses factures par le portail .

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires :  
<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :  
[chorus-demat@interieur.gouv.fr](mailto:chorus-demat@interieur.gouv.fr)

Numéro de SIRET du SGAMI EST : **11000201100044**

Numéro de Service Exécutant (SE) : **MI5PLTF057**

#### **Mentions obligatoires :**

- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire du marché ;
- la référence de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou du répertoire des métiers ;
- le numéro de SIRET ;
- **le numéro de l'engagement juridique (n° du marché) ;**
- le numéro du bon de commande et du bon de livraison le cas échéant ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;
- le numéro et la date de la facture.

**Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.**

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

**Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.**

#### **9.6.2 - Règlement**

Le paiement sera effectué par virement (mandat administratif) suivant les règles de la comptabilité publique dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

#### **9.7 - Cession ou nantissement**

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera sans frais, au titulaire, les pièces nécessaires.

#### **9.8 - Cautionnement ou retenue de garantie**

Sans objet.

### **ARTICLE 10 - PÉNALITÉS**

#### **10.1 - Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS 2021, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le surlendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS 2021, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R/300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant de la pénalité ne pourra dépasser le montant même de la prestation défaillante.

Le montant total des pénalités ne pourra dépasser 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

## 10.2 - Pénalités pour non-fournitures de produits BIO

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS 2021, une pénalité sera appliquée au titulaire du marché qui ne fournira pas les produits demandés issus de l'agriculture « BIO », d'un montant de 15 % par commande incluant ce type de produits.

### ARTICLE 11 - RÉSILIATION

Les stipulations des articles 38 à 45 du CCAG FCS 2021 relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment et sans indemnité pour le titulaire, en cas de décision ministérielle de restructuration ou de dissolution ayant une incidence sur le déroulement du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG FCS 2021.

### ARTICLE 12 - MÉDIATION

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics aux coordonnées suivantes :

- Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics  
Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
1 rue du Préfet Claude Érignac  
54038 NANCY CEDEX  
Tél. : 03 83 34 25 65

### ARTICLE 13 - RECOURS

Tout litige pouvant intervenir à l'occasion de l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix – BP 51038  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 21 23 23  
Télécopie : 03 88 36 44 66  
[greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

### ARTICLE 14 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

L'article 7.5 déroge à l'article 21 du CCAG/FCS 2021

L'article 9.1 déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS 2021

L'article 9.2 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS 2021